



Communiqué de presse du 26/03/2018

CONFERENCE : QUELLES AGRICULTURES BIO POUR DEMAIN ?



*Agribio 04, l'association des producteurs biologiques des Alpes de Haute-Provence, organise son Assemblée Générale, le 12 avril 2018. Suite à cela, une conférence est proposée et ouverte à tous, organisée par Agribio 04 et la Biocoop Jojoba. Pour l'occasion, Frédéric Denhez, journaliste spécialiste des questions environnementales (« C02 mon amour » sur France Inter), conférencier et auteur de nombreux ouvrages (« Acheter bio ? à qui faire confiance » ; « le bio, au risque de se perdre », « cessons de ruiner nos sols ») viendra dialoguer autour de sa conférence « **Quelles agricultures bio pour demain ?** ».*

Le thème de la conférence

Le bio, c'est bien, c'est moderne, c'est l'élixir qui change tout en vert, garant du goût et d'une bonne santé. Mais est-il équitable, durable, responsable ? Est-il solidaire, collaboratif ? Profite-t-il aux agriculteurs qui le produisent ? Respecte-t-il le sol, la biodiversité ? Pas forcément, et c'est là que le bât blesse ! Aujourd'hui, le bio s'est imposé et ne cesse de se développer, malgré des prix plus élevés qu'en conventionnel. Dans sa forme actuelle, il assure une réelle plus-value environnementale, sanitaire et permet à ceux qui le cultivent de mieux vivre. Cela dit, quand il s'industrialise, quand il vient d'ailleurs pour satisfaire la demande croissante, reste-t-il fidèle à lui-même ? Pas sûr. Le bio, ce n'est pas la carotte bio vendue sous film alimentaire par peur des contaminations ; ni l'aubergine bio d'Espagne qui pousse sous serre en hiver, cueillie par des Marocains surexploités ; ni la pomme de terre bio d'Ukraine cultivée dans des champs qui s'étendent à perte de vue... Car, au-delà du simple label, le bio doit aussi porter des valeurs et une éthique. Une dignité. Un humanisme. Au final, le bio est ce que nous en ferons. Un simple label rassurant ou un idéal fédérateur. Attention, danger...



Quand et où ?

Vendredi 12 avril à 20h30 à Forcalquier (Salle de la Bonne Fontaine). Entrée gratuite.

AGRIBIO 04

Village Vert, 5 place de Verdun 04300 FORCALQUIER

Contact : Mathieu MARGUERIE 04 94 73 24 83 ou 06 12 73 15 59 – mathieu.marquerie@bio-provence.org

« Le risque est que le bio ne soit demain plus aux mains de ceux qui le font »

Dans son ouvrage « Le Bio au risque de se perdre », Frédéric Denhez, journaliste spécialiste des questions environnementales à France Inter dans l'émission « CO2 mon amour », alerte sur les menaces qui pèsent sur l'agriculture biologique au vu de son spectaculaire développement. Avant sa présence pour une conférence exceptionnelle à l'Assemblée Générale d'Agribio, nous nous sommes entretenus avec lui.

Pourquoi d'après-vous, comme l'indique le titre de votre livre, « le bio risque-t-il de se perdre » ?

Le bio risque de se perdre dans son succès. L'extraordinaire croissance du marché bio pourrait en atténuer la philosophie. Ce succès est le signe, pour les défenseurs de cette agriculture, d'une victoire qui pourrait bien être demain à la Pyrrhus, voire même synonyme d'une édulcoration du contenu de son cahier des charges. Le risque est que le bio ne soit demain plus aux mains de ceux qui le font, mais de ceux qui le distribuent. Enfin le bio risque de se perdre également dans des postures manichéennes, car il est censé représenter le camp du bien et le conventionnel, le camp du mal. Ces postures font peur à la fois aux agriculteurs et aux consommateurs qui ont envie de changer leurs pratiques.

Les grandes surfaces sont-elles une menace pour le développement du bio ?

Pour le moment, la grande distribution n'est pas une menace, car elle distribue en France à peu près la moitié des produits bio consommés. Mais cela pourrait le devenir dès lors que l'essentiel de la production serait vendu via la grande distribution. Lorsqu'elle s'intéresse à un marché, la grande distribution contribue certes à le lancer, mais elle a ensuite tout intérêt à le contrôler. Et ce contrôle s'opère bien souvent avec les méthodes qui sont les siennes, celles-là même qui ont fait que le monde paysan s'est retrouvé entre ses mains. Des mécanismes d'achat de volumes importants sous le prix de revient des productions et des négociations tarifaires très déséquilibrées au désavantage des producteurs en sont les exemples les plus criants. En ce qui concerne le bio, jusqu'à présent, l'offre crée le prix. Mais, le risque est que, du fait de l'augmentation de la demande, les grandes surfaces augmentent leurs importations, obligeant ainsi les producteurs français à baisser leurs prix ou à vendre via les centrales d'achats des supermarchés. Enfin, je pense profondément que, dans sa philosophie, la bio est antinomique avec la grande distribution, de par le seul fait qu'elle trouve toute sa pertinence dans la notion de local.

D'un point de vue sémantique vous distinguez bien « le bio » de « la bio » ? Pourquoi cette distinction ?

Le bio c'est ce qu'il y a derrière la certification AB : c'est un cahier des charges qui n'est vraiment coercitif que sur le non-usage des intrants chimiques et des OGM pour l'alimentation du bétail. Pour le reste – les rotations, la diversité des cultures ou la fertilité des sols –, le cahier des charges énonce essentiellement des principes généraux, sans trop d'exigences précises. La bio c'est tout autre chose, c'est le principe général du bio auquel on ajoute le respect fondamental de toute la chaîne alimentaire : du paysan, du consommateur, des sols, du bétail, des variétés, de l'arbre dans le paysage... La bio, c'est produire en abîmant le moins possible le paysan, le consommateur et la nature. Cela passe évidemment par le non-usage des pesticides, mais d'abord et en premier lieu, par un moindre travail du sol et une vraie écologie agricole basée sur un travail permanent avec la nature

et les arbres. Tout cela n'est pas dans le cahier des charges actuel du bio. En réalité la bio est un projet politique là où le bio est devenu un itinéraire de culture et de conduite d'élevage.

Au final, comment faire évoluer le label du bio pour qu'il se rapproche au maximum de la bio ?

Tout d'abord, il faut rappeler que le principe de subsidiarité permet d'avoir une déclinaison de la certification bio européenne à l'échelle nationale. Il est donc possible de monter en exigence le cahier des charges au niveau français, en complément d'un cahier des charges européen qui lui resterait dans l'esprit de ce qui se fait aujourd'hui. Des producteurs pourraient alors juxtaposer les deux labels, en fonction de leurs pratiques. Pour l'écriture d'un nouveau cahier des charges, on pourrait imaginer revenir à la philosophie originelle de la bio, celle de Nature et Progrès ou du label biodynamique Demeter, sans ses considérations ésotériques. Il faudrait monter en exigence sur les pratiques de travail du sol afin de le diminuer, inciter à la réintroduction de l'arbre et des haies pour favoriser la biodiversité au sein des parcelles. En parallèle, une stratégie de mise en place d'une polyculture-élevage à l'échelle d'un bassin économique ou d'une vallée serait nécessaire à mettre sur pied. Enfin, il faudrait dans ce nouveau cahier des charges, absolument introduire des éléments sur la construction d'un prix juste pour les producteurs par filière, voire par filière territoriale pour s'adapter aux spécificités naturelles et climatiques d'une région.

Propos recueillis par Mathieu Marguerie

Contact presse

Mathieu Marguerie, coordinateur Agribio 04

mathieu.marguerie@bio-provence.org – 06.12.73.15.59

Isabelle Maubert, Biocoop Jojoba

06.18.00.00.98

AGRIBIO 04

Village Vert, 5 place de Verdun 04300 FORCALQUIER

Contact : Mathieu MARGUERIE 04 94 73 24 83 ou 06 12 73 15 59 – mathieu.marquerie@bio-provence.org